

Alain Peyrefitte, C'était de Gaulle

Légende: Le 1er juillet 1965, le général de Gaulle prend connaissance du compte rendu de Maurice Couve de Murville, ministre français des Affaires étrangères, sur le déroulement et sur les conséquences de l'échec, dans la nuit à Bruxelles, des négociations du Conseil sur le financement de la politique agricole commune (PAC).

Source: PEYREFITTE, Alain. C'était de Gaulle. Volume II: La France reprend sa place dans le monde. Paris: Fayard, octobre 1997. 652 p. ISBN 2-213-59458-9.

Copyright: "C'était De Gaulle. Tome II : La France reprend sa place dans le monde"
de Alain Peyrefitte

(c) Librairie Arthème Fayard, 1997

URL: http://www.cvce.eu/obj/alain_peyrefitte_c_etait_de_gaulle-fr-9cf13796-8a05-4e35-89f7-0057da47a289.html

Date de dernière mise à jour: 22/10/2012

Alain Peyrefitte, *C'était de Gaulle*

[...]

Couve : « Il n'y a eu qu'à prendre acte de l'échec »

Conseil du 1^{er} juillet 1965.

Le 30 juin est venu, a passé : sur l'Europe du Général, le soleil n'a pas brillé. Couve a bataillé à Bruxelles toute la nuit et arrive, les traits tirés, sans avoir fermé l'œil, en compagnie de Giscard et de Pisani.

« Nos propositions ont été mises en pièces. Elles n'ont été *acceptées par personne*.

« Le grand problème posé était de savoir si le règlement financier pour la politique agricole commune serait adopté, c'est-à-dire comment on affecterait les droits de douane prélevés sur les importations agricoles.

« Nous nous sommes mis d'accord pour que l'ensemble de la politique agricole commune soit définitivement achevé dans les deux ans. Mais le désaccord a éclaté sur les conséquences financières.

« Allait-on prendre une décision pour une courte période (un ou deux ans) ou sur une période plus longue ? C'est sur ce point particulier qu'on a rompu. L'Italie ne voulait que deux ans.

« Il valait mieux une rupture sur un point où la position française est largement justifiée. Il n'y a eu qu'à prendre acte de l'échec.

« Une discussion confuse s'est alors engagée, pour la suite des opérations. Tous nos partenaires ont parlé de la nécessité de poursuivre. Ils voulaient donner l'impression que les choses continuaient, qu'il n'y avait pas de drame, mais une simple difficulté de procédure.

« J'ai arrêté les frais très vite : la délégation française ne peut pas continuer cette discussion. Des engagements formels ont été pris. Ils ne sont pas tenus. Nous ne pouvons qu'en prendre acte.

« La Belgique a eu une conduite parfaite. Avec les Allemands, il n'y a pas eu de discussion fondamentale. Les Pays-Bas ont les mains liées par leur Parlement. Le Luxembourg est plein de bonne volonté. L'Italie a été le grand obstacle. Les représentants italiens parlent à tout propos, hors de propos. Leurs discours sont remis à la presse aussitôt après avoir été prononcés, ou même avant. Ils étaient décidés à ne pas aboutir. Fanfani, qui me succède aujourd'hui comme président semestriel, tenait évidemment à ce qu'on n'aboutisse pas sous ma présidence, pour que la sienne arrange tout.

« La Commission est la grande perdante. Elle a fait des propositions absurdes, qui n'ont été acceptées par personne. Elle est restée absente dans la suite de la discussion, en s'entêtant dans des positions qui n'avaient pas été retenues. Les « européens » professionnels ont été, par entêtement idéologique, l'obstacle majeur au progrès de l'Europe.

« Nous entrons dans une crise grave. Nous avons décidé de ne pas tenir la réunion des ministres de l'Agriculture prévue pour le 12 juillet.

« Pisani (sombre, comme écrasé). – Je n'ai rien à dire.

Giscard (certainement affecté, mais très maître de lui). – Les questions financières n'ont pas fait l'objet d'une discussion sérieuse. Personne n'a critiqué les positions françaises.

[...]

« La première conséquence, c'est qu'il n'y a plus de session, de réunion, de négociations à Bruxelles. Tout

ça, c'est fini »

Après le Conseil.

AP : « On va me demander quelles vont être les conséquences, surtout les conséquences politiques.

GdG. – La première de ces conséquences, c'est qu'il n'y aura plus de session du Marché commun.

AP. – Jusqu'à nouvel ordre ?

GdG. – Aucune ne saurait être envisagée. C'est tout.

AP. – Aucune réunion du Conseil ?

GdG. – Aucune réunion, aucune négociation ne peut se tenir à Bruxelles.

AP. – Et si les cinq autres les tiennent sans nous ?

GdG. – S'ils les tiennent sans nous, alors ils violent le traité de Rome, mais ça n'a aucune signification pour nous. Ça ne nous engage pas. Une réunion pour rien. Ils n'ont qu'à la faire à Londres, s'ils veulent, au siège de l'UEO, ils y seront bien accueillis. Notre chaise restera vide, et toute réunion sera sans valeur. »

Il sait bien que ces réunions se tiendront : mais il est résolu à ce que, derrière le petit carton « France », la chaise France soit vide.

AP : « En réalité, nos cinq partenaires essaient depuis cette nuit de dédramatiser l'échec, alors que nous, nous le dramatisons.

GdG. – Ils se trompent de République. Ils n'ont jamais pu comprendre que nous n'étions pas Guy Mollet ou Félix Gaillard. Alors, ils s'apercevront une fois de plus que ça n'est pas vrai. Ce sont eux qui vont être les plus embêtés.

AP. – Seulement, le traité...

GdG. – Quant à cette Commission, elle doit disparaître. Je ne veux plus d'Hallstein. Je ne veux plus de Marjolin. Je ne veux plus de Mansholt. Je ne veux plus jamais avoir affaire à eux.

AP. – Mais Couve dit que Marjolin a été très bien.

GdG. – Tatata, c'est Marjolin qui anime une Fédération démocrate socialiste, pour le compte de Gaston Defferre. C'est ça qu'on appelle être très bien. Mais non, il faut nettoyer tout ça. En tout cas, je ne veux plus que le gouvernement français ait affaire à ces types-là. Ça, c'est fini pour de bon.

AP. – Mais, en fonction du traité, ils ne pourront être renouvelés qu'en 66.

GdG. – Bah ! Ce n'est pas pressé. En tout cas, nous n'aurons plus affaire à eux.

[...]